

La Banque mondiale débloque 25 millions pour le système de santé au Burundi

ARIB News, 10/06/2009 – Source The World Bank Group La Banque mondiale a débloqué 25 millions de dollars d'aide pour améliorer le fonctionnement du système de santé au Burundi. Les mères et les enfants seront plus particulièrement ciblés. Communiqué de presse n°: 2009/392/AFR WASHINGTON, le 9 juin 2009 – Le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale a approuvé aujourd'hui l'octroi d'un concours financier de 25 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) au projet d'appui au développement du secteur de la santé au Burundi, afin d'aider le Gouvernement de ce pays à améliorer les indicateurs de santé, en particulier chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Le projet financera également des activités destinées à réduire l'incidence du paludisme et la transmission du VIH/SIDA dans ces mêmes groupes cibles.

Le Burundi a l'un des PIB par habitant les plus bas du monde (110 dollars en 2007) et les indicateurs sociaux de base restent parmi les plus faibles d'Afrique bien que le pays affiche une légère croissance et se soit récemment stabilisé. D'après une étude de 2005, la mortalité infantile et juvénile s'établissait à 109 et 181 pour 1 000 naissances vives respectivement, et les taux de mortalité maternelle estimés stagnent depuis plusieurs années autour de 1 100 pour 100 000 naissances vivantes. Les déficits du système de santé sont aggravés par d'autres facteurs, notamment l'insuffisance des services (pour des raisons de coût) et la pénurie de personnel travaillant dans le secteur ainsi que son manque de motivation. En dépit de ces difficultés et conformément à l'un des quatre grands axes du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté 2006-2011, le Gouvernement a doublé les dépenses publiques consacrées au développement humain. Pour Mme Montserrat Meiro-Lorenzo, Chef d'équipe de projet de la Banque : « Il faut faire en sorte que ces dépenses soient mieux utilisées et de façon plus équitable, en s'appuyant sur le succès du Portefeuille de services gratuits (FPS) et les expériences concluantes du financement basé sur les résultats (RBF). » Le projet comprend deux composantes. La première (20 millions de dollars) vise à développer l'utilisation du FPS, ciblé principalement, mais pas exclusivement, sur les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, afin de stimuler à la fois l'offre et la demande de services de santé économiquement rationnels. La seconde composante (5 millions de dollars) doit renforcer les capacités du ministère de la Santé publique (MSP) et d'autres entités censées appliquer les principes du financement basé sur les résultats, en fournissant du matériel et des services d'assistance technique et de formation pour renforcer les capacités de la Direction générale des ressources (DGR) du MSP. Mme Meiro-Lorenzo a attiré l'attention sur l'utilisation par le Gouvernement du Plan national de développement sanitaire (PNDS) et du RBF pour évoluer vers une approche sectorielle (SWAP). « Ce projet inscrit dans le processus SWAP en cours en ce qu'il met le PNDS au premier plan et qu'il travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement et ses partenaires de développement pour définir un ensemble commun d'indicateurs de succès, un système coordonné de suivi et d'évaluation et un dispositif de mise à l'œuvre commun au niveau national, pour harmoniser les aides financières afin d'éviter les déficits de financement et les doubles emplois, et pour arriver à un consensus sur les modalités d'application du RBF dans l'ensemble du pays. Le dialogue entre le MSP et ses partenaires sur la collaboration d'un mécanisme de financement commun se poursuivra pendant toute la durée d'exécution du projet. » Le projet est aligné sur la stratégie d'aide-pays (CAS) de la Banque 2008 et sur les priorités gouvernementales telles qu'énoncées dans le DSRP du Burundi. Les objectifs fixés pour le secteur de la santé dans la CAS sont de promouvoir la santé maternelle et infantile en employant davantage de professionnels de santé dans les zones rurales et en établissant des contrats de performances avec les établissements de santé pour les inciter à fournir les services gratuits du FPS. Le projet proposé est totalement en phase avec la CAS puisqu'il augmente les moyens disponibles pour le FPS et développe les capacités du MSP à acheter des services dans le cadre de contrats de performances, d'attirer du personnel de santé dans les zones rurales, de planifier et gérer les ressources, et de développer ses capacités de suivi et d'évaluation. Comme l'a souligné John M. McIntire, Directeur des opérations pour le Burundi : « Ce financement de l'IDA contribuera à combler le terrible manque d'investissements dans le système de santé, et l'expérience de la Banque mondiale dans d'autres pays du monde indique que le modèle peut être un excellent moyen de développer l'utilisation d'interventions économiquement rationnelles dans le secteur de la santé. »